

**Extrait du registre des délibérations – D_2024_003
Conseil Communautaire du 8 février 2024 à 18h30**

L'an deux mil vingt-quatre, le huit février à dix-huit heures trente, le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Aillantais en Bourgogne régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi en session ordinaire, à Montholon, salle du conseil communautaire, sous la présidence de Monsieur Mahfoud AOMAR.

Nombre de communes : 13

Date de la convocation : 1^{er} février 2024

Nombre de conseillers en exercice : 28

Présents (23) : Mahfoud AOMAR, Karine BONAME, Françoise CANCELA, Gérard CHAT, Alain CHEVALLIER, Bernard CURNIER, Fernando DIAS GONCALVES, Patrick DUMEZ, Séverine FERMIER, Peggy GIRARDOT, Danielle MAILLARD, Sylviane MICHET MOLINARO, Bernard MOREAU, Valérie MULLER, Marie-Laurence NIEL, Véronique PARDONCE, Sylviane PETIT, Patrick RIGOLET, Evelyne ROCHE, Karine RODRIGUES DA ROCHA, Thierry ROUMÉGOUX, Alain THIERY, Joëlle VOISIN.

Pouvoirs (3) : Muy-Hour CULÉA pouvoir à Fernando DIAS GONCALVES, Daniel DERBOIS pouvoir à Thierry ROUMÉGOUX, Jean-Luc PRÉVOST pouvoir à Bernard CURNIER.

Absents (2) : Bruno CANCELA, David SÉVIN.

Ayant délibéré : 26

Secrétaire de séance : Alain CHEVALLIER

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

APPROBATION DE LA RÉVISION ALLÉGÉE N°1 DU PLUi DE L'AILLANTAIS

Monsieur le Vice-Président en charge de l'urbanisme rappelle qu'une procédure de révision allégée n°1 du PLUi a été prescrite pour répondre à des erreurs de zonage lors de l'élaboration du document, en effet des habitations existantes ont été classées en secteur protégé de la zone agricole empêchant toute possibilité de construction d'extension et d'annexes.

Le projet de révision allégée n°1 visait donc à modifier des secteurs de l'Ap vers le A, ou à permettre les extensions ou annexes d'habitations déjà existantes en secteur Ap.

Le projet a été arrêté par délibération du conseil communautaire le 27 septembre 2023, et a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées le 09 novembre 2023. Il a ensuite été soumis à enquête publique du 08 au 22 décembre 2023.

Conformément au code de l'urbanisme, le dossier arrêté ne peut faire l'objet de modifications que sur la base des avis des personnes publiques associées et/ou de l'enquête publique. Les modifications apportées au projet arrêté ont été jointes en annexe.

Le projet prêt à être approuvé a été joint à la note du conseil et lecture est faite des diverses modifications apportées dans le cadre de cette révision allégée n°1.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver le projet de révision allégée n°1 du PLUi tel qu'annexé à la note jointe.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les dispositions de l'article L.153-34 ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal de l'Aillantais ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25 février 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi de l'Aillantais ;

REÇU EN PRÉFECTURE

le 16/02/2024

Application agréée E.legalite.com

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25 novembre 2021 approuvant la déclaration de projet du Domaine du Roncemay emportant mise en compatibilité du PLUi de l'Aillantais ;

Vu l'arrêté communautaire en date du 10 novembre 2023 portant mise à jour du PLUi de l'Aillantais suite à l'arrêté préfectoral d'inscription de l'Eglise de Poilly-sur-Tholon au titre des monuments historiques du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27 janvier 2022 actant le lancement de la procédure de révision allégée n°1 du PLUi et précisant les modalités de concertation de la population ;

Vu l'avis tacite de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAE) du 11 juin 2023, dispensant la révision allégée n° 1 de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Vu le bilan de la concertation menée ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27 septembre 2023 arrêtant le projet de révision allégée n°1 du PLUi, et tirant le bilan de la concertation menée ;

Vu le procès-verbal d'examen conjoint du 09 novembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 23 novembre 2023 ;

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du vendredi 08 décembre 2023 à 9h00 au vendredi 22 décembre 2023 à 18h00 ;

Vu les observations des services de la DDT de l'Yonne du 05 décembre 2023 et l'avis favorable du 28 décembre 2023 ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur rendus le 15 janvier 2024, avec avis favorable ;

Vu le PLUi annexé à la présente délibération ;

Considérant que conformément au code de l'urbanisme, le dossier arrêté ne peut faire l'objet de modifications que sur la base des avis des personnes publiques associées et/ou de l'enquête publique ;

Considérant les avis des personnes publiques associées dans le cadre de leur consultation, les observations recueillies dans le cadre de l'enquête publique, les réponses qui y ont été apportées par la communauté de communes et l'avis du commissaire enquêteur rendu ;

Considérant que les réponses apportées induisant une évolution du dossier ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de révision allégée n°1 soumis à enquête publique ; ni ne remettent en cause le Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD) ;

Considérant que les procédures de révision allégée n°1 et 2, et de modification n°1 sont menées conjointement. Les modifications apportées à chacun des dossiers arrêtés sont indiquées dans une annexe commune, jointe à la présente délibération ;

Considérant que l'ensemble des membres du conseil communautaire ont disposé de l'intégralité des documents et informations de la convocation, en date du 1^{er} février 2024 ;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

APPROUVE les modifications apportées au projet de révision allégée n°1 arrêté ;

APPROUVE le PLUi, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

AUTORISE le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

INDIQUE que le dossier de PLUi est tenu à la disposition du public au siège de la communauté de communes, et en mairie des communes membres aux jours et heures d'ouverture habituels ;

INDIQUE que conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté de communes, et en mairie des communes membres durant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

PRÉCISE que la présente délibération, accompagnée de son annexe et du PLUi approuvé, sera transmise en préfecture au titre du contrôle de légalité, elle produira ses effets juridiques, en l'absence de ScoT approuvé :

- après accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus,
- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a observé aucune modification à apporter au dossier, ou dans le cas contraire, à compter de la prise en compte des modifications demandées,
- et après publication sur le Géoportail de l'urbanisme.

Le Président de la CCAB, Mahfoud AOMAR



**Acte rendu exécutoire
Et publication ou notification du**

